

Communication de Monsieur François Roth

∞ ♦ ∞

Séance du 4 juin 2004

∞ ♦ ∞

Léon Goulette, le premier Directeur de l'Est Républicain

Le nom de Léon Goulette est depuis longtemps totalement oublié : pas de descendant, pas de nom de rue, une simple tombe au cimetière du sud. Et pourtant ! Pendant une vingtaine d'années, de 1889 à 1911, Léon Goulette a été l'une des personnalités les plus en vue et aussi les plus discutées de Nancy. Son nom est lié à l'essor d'un quotidien *l'Est Républicain*^[1] dont il fut le premier rédacteur en chef puis l'administrateur-délégué et dont il réussit à faire un quotidien régional. Il s'est aussi investi dans la vie associative de sa profession et fut le fondateur et le second président de l'*Association de la presse de l'Est*.

Un jeune journaliste républicain ambitieux

Le patronyme de Goulette est assez répandu autour de Nancy; les Goulette étaient des gens du peuple : journaliers, jardiniers, vigneron. Le père de Léon, Jean-Nicolas Goulette^[2], s'était déjà élevé dans l'échelle sociale puisqu'il tenait un commerce de marchand-épiciers au 6 rue des Carmes ; sa femme Jeanne, Marie Marguerite Lambert l'aidait dans ses activités. A son domicile, le 14 mai 1856, elle accoucha d'un fils prénommé Léon-François. Le couple eut deux filles ; l'une se maria au négociant Eugène Ferry, la seconde devint Madame Urzal. Nous ignorons tout de la petite enfance du jeune Léon et de ses études. Après sa sortie de l'école primaire, il entra dans une imprimerie dont il devint prote. Mais la technique ne l'intéressait guère ; il aimait écrire et encore plus la politique. Il arrivait à l'âge d'homme au moment où les républicains

s'installaient au pouvoir. Goulette était ardemment républicain et professait alors des idées avancées. Sa vie professionnelle commence avec l'installation de la Troisième République et s'épanouit dans le climat de liberté de la presse favorisé par la loi républicaine de 1881.

Goulette partit faire ses classes à Paris où il fut successivement journaliste au Pays puis à Paris un quotidien du soir installé rue Montmartre. Il était le collaborateur parisien de journaux provinciaux dont *Lyon Républicain*. A la demande du député Alfred Mézières, il envoyait des correspondances au *Courrier de Meurthe-et-Moselle (ex-Courrier de la Moselle)* dont le gérant et l'imprimeur était alors Paul Sordoillet. Comme la plupart de ses papiers n'étaient pas signés, il n'a pas toujours été possible de les identifier. Grâce à ceux qui portaient sa signature, on peut dégager deux caractéristiques :

-La première était son ardent patriotisme et une grande sensibilité à tout ce qui touchait à la frontière. Pour s'en convaincre, rappelons quelques lignes vengeresses de l'article^[3] consacré à la mort de Bazaine (1888) : «Bazaine, nommé pour combattre et il a négocié avec l'ennemi. Voilà le crime, le crime irrémissible qui le couvre d'infamie le livre à l'opprobre de la postérité. Il est mort. Qu'on jette son cadavre dans la fosse. Pour sa mémoire, elle est à tout jamais clouée au pilori».

Journaliste du quotidien, Goulette aimait aussi collecter et rassembler les documents comme en fournit la preuve sa brochure^[4] intitulée *Avant, pendant et après l'affaire Schnaebelé, documents recueillis au jour le jour*, Paris, 1887. Son patriotisme de tonalité gambettiste, sourcilieux et vigilant ne doit pas être confondu avec l'esprit de revanche. Goulette ne rêvait pas d'en découdre, avec l'Allemagne. Son combat politique contre le mouvement boulangiste en apporta la preuve. Dans les années 1890, sans oublier un instant l'injustice du traité de Francfort, il fut favorable à un apaisement^[5] des relations franco-allemandes.

- La seconde était d'être un républicain avancé, un radical comme on disait alors ; il apporta sa collaboration au *Petit Républicain de l'Est*, une feuille radicale éphémère, lancée en 1882-1883 contre le député républicain modéré Théophile Noblot par Nicolas Cordier, ancien imprimeur du *Progrès*. Ses attaques contre les gouvernements opportunistes lui valurent les foudres du *Progrès de l'Est*^[6] et de son directeur Nicolas Pierson qui traitait Goulette «d'expert en parlottes collectivistes... l'un des organisateurs du parti radical». De cet engagement de jeunesse, Goulette semble être assez vite revenu. Dans une lettre à Nicolas Pierson, il faisait amende honorable en ces termes : «Au lieu de l'avant-garde austère dont j'avais rêvé, je n'ai trouvé qu'une cohue

de farceurs sans scrupules, d'envieux sans convictions... Ce que j'ai peut-être à me reprocher, c'est d'avoir contribué, dans une si faible mesure que ce fut, aux tentatives d'acclimatation à Nancy du programme disparate et inapplicable de l'extrême gauche». Déjà dans les années 1885-1888, Goulette se plaçait dans la ligne des républicains de gouvernement, avant même son retour à Nancy.

La carrière de Léon Goulette aurait pu se poursuivre à Paris. Or, un concours de circonstances le ramena à Nancy. En premier lieu, il fut contraint de quitter *Le Pays* en raison d'une mésentente avec la direction ; en second lieu, un changement de propriétaire intervint au *Courrier de l'Est* dont Goulette était depuis cinq ans le correspondant parisien. Le jeune Maurice Barrès venait d'en prendre le contrôle pour en faire un organe du mouvement boulangiste. Goulette, hostile à Boulanger, décida de suspendre sa collaboration.

Une lettre de Goulette à Maurice Barrès^[7] dont il était encore l'ami, apporte à ce sujet quelques indications utiles : «*Je viens de quitter Paris ; depuis longtemps ça clochait ; la séparation est intervenue à l'amiable*». Par la même lettre il demandait à Barrès, nouveau responsable du journal de «*régler son compte au Courrier... car il est impossible que nous marchions ensemble*». Dans sa correspondance avec Barrès, il expliquait qu'il lui était impossible de s'engager aux côtés du général Boulanger comme celui-ci venait de le faire : «*La raison d'être de Boulanger, c'est la guerre, cela saute aux yeux. Or, avec Boulanger nous aurons la guerre dans les plus mauvaises conditions car cet homme, brave d'entre les braves, n'est pas un général mais un capitaine de zouaves. Il est actif mais brouillon. Nous recommencerons 70. Ce point ne vous touche-t-il pas ?*».

On ignore malheureusement ce que Barrès a répondu à cet argument. En tout cas, malgré cette grave divergence, les deux hommes n'étaient pas brouillés et se revirent à Nancy au début de 1889. Barrès était désormais le responsable politique d'un *Courrier* qui s'engageait derrière le général Boulanger dont beaucoup pensaient qu'il allait dans les semaines ou au plus tard dans les mois à venir, s'installer à l'Élysée. Les attentes des partisans du général furent vite déçues car celui-ci, menacé d'une inculpation devant la Haute-Cour de justice, préféra échapper à ses adversaires en se réfugiant en Belgique.

Malgré cette déconvenue les partisans du général espéraient bien l'emporter aux élections de l'automne 1889. Pour répliquer à cette offensive dont le *Courrier* du jeune Maurice Barrès était devenu le rédacteur en chef, les représentants de la bourgeoisie républicaine de Nancy décidèrent de fonder un nouveau journal auquel ils donnèrent comme nom *l'Est Républicain*.

Le journal s'installa dans de très médiocres locaux du Point Central (51, rue Saint-Dizier), un rez-de-chaussée avec quelques bureaux et bientôt une imprimerie au premier étage. En 1973, Colette Hirtz, fille d'un ancien journaliste de l'*Est*, a soutenu et publié une thèse intitulée *l'Est Républicain* de 1889 à 1914. Naturellement elle a consacré un chapitre à la fondation du journal dont la rédaction en chef et la gestion furent confiées à Léon Goulette. Ce jeune journaliste de 33 ans-le terme de journaliste n'est pas encore d'usage courant, il était qualifié de «rédacteur» ou encore de «publiciste» avait de l'expérience et des convictions ; il fut engagé pour être le fer de lance d'une opération politique et journalistique. Nous ignorons tout des négociations qui se déroulèrent entre les représentants des actionnaires et Léon Goulette. La seule chose dont nous soyons sûrs est leur aboutissement.

Goulette, combattant républicain contre le boulangisme et le révisionnisme

Le 5 mai 1889, cent ans jour pour jour avec l'ouverture à Versailles des Etats Généraux, anniversaire symbolique par excellence, paraissait à Nancy le premier numéro de l'*Est Républicain*. C'était, comme ses confrères, un quotidien de quatre pages ; il était vendu cinq centimes, ce qui était bon marché pour l'époque. En bas de la première page était reproduit le texte d'un discours prononcé par Jules Ferry à Saint-Dié devant l'Association républicaine des Vosges.

On annonçait pour le lendemain le début d'un feuilleton «patriotique et d'espionnage» *La Vierge de la Moselle*. L'Est était d'abord une feuille de combat politique. Nul ne pouvait prévoir sa durée de vie. L'orientation était claire : «*La Révolution française est notre mère à tous. Elle a lavé nos fronts de la tache originelle, symbole de l'antique asservissement. Son rôle n'est pas fini, nous le reconnaissons, nous le proclamons...*». Goulette n'avait pas signé cette profession de foi anonyme. Avait-il mis la main à la pâte ? Probablement, car ce texte exprimait des idées et une sensibilité souvent reprise par la suite.

Quelques jours plus tard (numéro du 12-13 mai 1889), les lecteurs purent découvrir l'annonce légale de la constitution de la société anonyme à capital variable du *Nouveau Journal Républicain*. A défaut de connaître le nom des actionnaires et la répartition des actions étaient indiquées la composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance. Le premier se composait de cinq noms : Jacques-Emile Bertrand-Oser, propriétaire, Jules Constantin, directeur de l'usine à gaz, Jean-Louis Auguste Daum, directeur de verrerie, Adolphe Joseph Jourde, négociant et Joseph Vital Mancel, directeur d'assurance. Le second était réduit à trois membres : Jean-Hippolyte Alexandre Maringer, rentier,

adjoint au maire et futur maire de Nancy, Joseph Rousselot, négociant et Charles Fisson, industriel. Les trois noms de Daum, Maringer et Fisson doivent retenir l'attention. Très vite l'*Est Républicain* s'engagea dans le soutien des candidats républicains aux élections législatives de l'automne et lança de violentes polémiques contre le *Courrier* qui défendait les trois candidatures révisionnistes, celles de Barrès, Adam et Gabriel. Barrès et Gabriel furent élus députés, ce qui était un échec cuisant pour le journal.

A propos de son ex-ami Barrès, Goulette employa le mot «impudence» ; Barrès demanda réparation. Goulette chercha à atténuer le coup : «*Mon cher Barrès, vous me reprochez «impudence», j'avais écrit «imprudence». Ce dernier mot figure dans un certain nombre de numéros. Sentiments affectueux*». Barrès prit la mouche et exigea la formation d'un jury d'honneur ; l'affaire traîna quelque peu. Ce fut seulement après les élections à la suite desquelles Barrès et Gabriel avaient été élus députés révisionnistes de Nancy^[8] qu'un duel à l'épée opposa Goulette à Barrès. On avait choisi de s'affronter à Pagny-sur-Moselle dans un champ proche de la frontière, non loin de l'endroit où deux ans plus tôt le commissaire Schnaebelé avait été enlevé par des agents allemands.

Le combat eut lieu le 11 novembre 1889^[9] en présence de leurs témoins respectifs, Chérin, gérant du buffet de la gare de Nancy, était le témoin du député Maurice Barrès. Au bout de quelques minutes, l'impudent dandy fut légèrement blessé à l'avant-bras droit par Goulette ; il voulut continuer le combat mais le docteur Sadler s'opposa à sa reprise et tout le monde rentra à Nancy. Plus tard, dans *Les Déracinés*, Barrès a tracé un portrait au vitriol de Goulette, portrait passablement injuste.

Le combat entre Barrès et Goulette se poursuivit dans les colonnes de leurs journaux respectifs. Dans l'*Est*, Goulette frappait d'estoc et de taille. Barrès répliquait ou attaquait dans le *Courrier*. Voici une petite sélection. Dans le numéro du 7-14 mars 1891, Barrès écrivait : «M. Goulette, le rédacteur en chef du journal opportuniste, celui qui combattit jusqu'au dernier jour le bon combat avec M. Guggenheim, est le plus ardent à insulter celui qui est tombé.

Il s'exerce à outrage sur celui que nous avons vu rentrer à Nancy les menottes aux mains entre deux gendarmes. «Un article du 30 mai ironisait sur les «41» du petit Léon. «Il s'agissait des 41 auditeurs qui avaient assisté salle Poirel à une conférence de Goulette sur les syndicats ouvriers. Dans le numéro du 2 mai, le député Gabriel dénonçait» le plagiaire Goulette qui tient lieu de rédacteur en chef de l'*Est Républicain*... Quand le rédacteur Goulette ne vole pas sa copie à un confrère, il lui reste comme ressource le mensonge et la calomnie...» Tournons les pages de

l'année 1892 : «C'est un fourbe et un gredin (27 février) ; «le chimiste Goulette (26 mars)», «la mauvaise foi de Goulette (9 avril)», le «plagiaire Goulette» (7 mai). Terminons par une citation du numéro du 18 juin 1892 : «Je n'ai pas été surpris d'apprendre que M. Léon Goulette allait demander au *Courrier* une réparation par papier timbré... Les hommes qui aiment le bruit, choisissent le pistolet ; ceux qui ont du caractère préfèrent l'acier trempé d'une épée ; l'arme chérie de M. Goulette, c'est du papier... Dame ! Quand on a la frousse, ça peut servir le papier ! «Cette affirmation n'était qu'une pure calomnie ; certes Goulette noircissait du papier ; c'était son lot quotidien ; il avait le goût de la polémique ; il attaquait, dénonçait, invectivait ses collègues comme ses adversaires.

C'était aussi un homme courageux qui n'hésitait pas à se battre si on le provoquait ; son duel avec Barrès fut loin d'être le seul. Dans les locaux de *L'Est* au Point Central, Goulette avait fait installer une salle d'escrime pour que les journalistes pussent s'exercer et être prêts au cas où... Il y a plus de trente ans j'avais rendu visite à Gabriel Bichet, ancien journaliste à l'*Eclair* de l'Est et alors président de la Citadelle, une association qui s'efforçait de préserver les forts Séré de Rivières de Villers-le-Sec. Tout à coup, durant l'entretien, Bichet fouilla dans son bureau et, à ma grande stupéfaction, en sortit puis brandit la canne-épée de Léon Goulette dont je ne sais en quelle circonstance il était devenu le propriétaire.

Les circonstances nationales aidant, le boulangisme s'était désintégré. En 1893, Maurice Barrès qui n'était pas téméraire, renonça à demander le renouvellement de son mandat de député de Nancy. *Le Courrier de l'Est* disparut. Goulette qui était tenace, avait trouvé des fonds pour survivre. En 1890, il fit entrer au conseil d'administration de *l'Est*, l'industriel Charles Fisson, un homme qui, comme lui, s'était élevé à la force du poignet. Peu à peu *l'Est Républicain* avait gagné du terrain ; chaque jour il devait lutter contre *Le Progrès* et était encore très largement devancé par *L'Impartial* de l'Est, le quotidien de la famille Hinzelin.

La tentation de la députation

Au début des années 1890, Léon Goulette était devenue une personnalité nancéienne. C'était un homme plutôt grand, large d'épaules, un peu voûté qui circulait à pas lents, les mains derrière le dos. Il avait l'esprit vif, le tempérament combatif, la moustache blonde gauloise et conquérante ; d'après Jean Mory, il avait l'allure d'un militaire en civil ; il avait un tempérament de chef et était au journal, le seul maître à bord ; il était toujours le premier au travail, le dernier parti ; il se consacra-

crait totalement à son journal. Selon Mory^[10], Goulette «considérait l'*Est* comme son enfant. Il le voulait beau, il le voulait fort». Chaque jour il relisait avec soin les épreuves et corrigeait les coquilles. Ce bon vivant fréquentait les brasseries autour du Point Central et était un habitué du restaurant Walter de la place Stanislas, l'une des meilleures tables de Nancy. Après être resté longtemps célibataire, il s'était marié à une veuve Mallat de Basilan.

Goulette aurait bien voulu devenir député. A deux reprises, il tenta de forcer les portes du Palais-Bourbon. Ces deux tentatives méritent d'être brièvement évoquées car elles éclairent le climat de l'époque. En 1893, Goulette fit une première tentative dans la 3^{ème} circonscription de Nancy (Nancy-est, Nancy-sud et Saint-Nicolas-de-Port) dont le sortant était le nationaliste Gabriel, l'ami de Maurice Barrès. La première étape était d'obtenir l'investiture du Comité central républicain de Nancy. La correspondance d'Edouard Sylvin, rédacteur en chef du *Progrès de l'Est* avant Alfred Rambaud,^[11] éclaire les luttes âpres se déroulant en coulisse ; Sylvin souhaitait la candidature de Rambaud (ancien chef de cabinet de Jules Ferry et professeur à la Sorbonne qui avait conservé des attaches nancéiennes) : «On ne veut pas de Goulette, «un brouillon». Vous aurez contre vous l'*Est Républicain* et Goulette. Il faut vous assurer le concours de Bichat (doyen de la faculté des sciences, conseiller municipal de Nancy et conseiller général)». Finalement, malgré les instances de Sylvin («Vous n'avez qu'un mot à dire, seul Goulette fait encore résistance»), Rambaud ne franchit pas le pas et renonça à la candidature. Sylvin continua de faire barrage à Goulette et avec succès. Dans une lettre à Rambaud, il racontait la manœuvre : «J'ai roulé Goulette comme dans la farine... Il se voyait déjà élu. En deux jours, j'ai inventé, enlevé, imposé la candidature Thiry... J'ai écarté de la chambre un aventurier sans scrupule, un politicien à tout faire... *Le Progrès*, comme au beau temps de Pierson, fait cette année les élections à Nancy».

Devant le comité central républicain, Goulette se heurta aux amis du *Progrès*, au maire de Nancy Maringer et au sénateur Volland, lesquels soutinrent bien entendu la candidature de Louis Thiry, directeur de l'Ecole d'agriculture de Tomblaine. Dans ses colonnes *Le Progrès*^[12] reconnaissait à Goulette «son brio comme écrivain politique, ses sentiments de patriote» mais il trouvait aussi que «notre confrère qui est l'enfant de ses œuvres... aurait besoin d'un stage prolongé de quelques années pour faire oublier les écarts de l'enfant prodigue...» Cette candidature était «inutile et regrettable... un évêque est inéligible dans son diocèse». On rappela aussi ses anciennes amitiés radicales et d'avoir soutenu des doctrines ultrasocialistes dont il a reconnu depuis le danger. «Goulette n'était pas homme à se laisser désarçonner. Il fit devant le

Comité un long discours qui ne brilla ni par son originalité ni par sa pénétration. Il demandait la limitation des dépenses de l'état, celle du nombre des fonctionnaires et des députés ; il souhaitait une réforme du régime des boissons et la suppression des octrois, de compléter les lois douanières et de surveiller les ouvriers étrangers. En politique extérieure, il était prudent.

A propos de la question d'Alsace-Lorraine, elle se résumait par cette phrase : «Pour la résoudre, il faut être sage». Ce profil n'emporta pas l'adhésion des participants qui lui préférèrent Louis Thiry. Sylvain ajoutait dans sa lettre à Rambaud : «M. Volland a été le levier très empressé avec lequel j'ai enlevé la difficulté». Dans un contexte pourtant très favorable à son camp, Louis Thiry, soutenu par *Le Progrès* et dédaigné par *l'Est*, fut aisément battu par l'antisémite et ancien boulangiste Alfred Gabriel. Ni les républicains de gouvernement n'avaient pas reconquis le siège, ni *Le Progrès* ni *l'Est* n'avait fait l'élection !

Ce tentative malheureuse eut des conséquences non négligeables sur l'évolution du journal. En prévision de sa campagne électorale et pour avoir les mains libres, Goulette avait appelé à Nancy Louis Fouquet, un journaliste de ses amis. Ce dernier, fils d'un notaire originaire de Thiaucourt qui s'était installé dans le centre, avait fait ses premières armes à Clermont-Ferrand. Fouquet resta à *l'Est* où il fit entrer ensuite au secrétariat de rédaction son ami Jean Mory qui travailla plus de quarante ans à *l'Est* où il finit directeur administratif du quotidien. Dans un article intitulé «Un chef des temps disparus», Jean Mory racontait ses débuts au journal dans les locaux de la rue Saint-Dizier au-dessus de la cour d'Enfer, les heurts qu'il eut avec Goulette qui lui inculqua le métier.

Quant à son ami Fouquet, chroniqueur et polémiste, il signait des papiers sous le pseudonyme de Nitouche ; il habitait dans le nouveau Nancy 8 avenue de la Garenne. Parmi les nouveaux arrivants, il faut rappeler plusieurs noms : d'abord celui d'Emile Maître d'Hôtel embauché en 1890, qui travailla cinquante ans à *l'Est* et qui termina directeur de l'imprimerie et important actionnaire, puis ceux de Jules Girardin, le correspondant parisien et de deux excellents reporters Léon Pireyre et Charles Lenoble. Peu à peu, *l'Est* grignotait la clientèle du *Progrès* et ouvrait aux Nancéiens une salle des dépêches.

Au printemps 1898, Léon Goulette tenta une seconde fois de forcer les portes du Palais-Bourbon. Il annonça sa candidature dans la troisième circonscription de Nancy et, pour mener campagne, se fit mettre en congé de son journal pour deux mois.

Le Journal de la Meurthe et des Vosges (royaliste) commentait ironiquement cette annonce^[13] : « Reste à savoir si les vœux de l'aspirant candidat se réaliseront mieux cette année qu'en 1893 ! » Une quinzaine de jours plus tard, il poursuivait sur le même registre : « Et pendant ce temps, l'infortuné M. Goulette est comme sœur Anne, il regarde et ne voit rien venir et rien, il ne vient rien, pas la moindre offre ! » Le journaliste royaliste n'était pas sans savoir que le président du comité républicain de la circonscription, le maître de verreries Auguste Daum n'était guère favorable à Goulette et qu'on essayait de décider Georges Maringer, le fils du maire, fonctionnaire à la préfecture de la Seine.

Maringer ayant refusé la candidature, Goulette dut affronter deux autres candidats devant le Comité d'union républicaine présidé toujours par l'ancien sénateur Volland et qui se réunit salle Poirel le 16 avril. Les concurrents de Goulette étaient l'avocat Emile Nicolas et le professeur de droit Gaston Gavet qui avait le soutien de l'Impartial et du Progrès et de quelques poids lourds du parti républicain dont le doyen Bichat. Goulette fit un long discours qui reprenait les thèmes de 1893 et où il se plaçait dans le sillage de Méline, Deschanel et Poincaré. Avec seulement 53 suffrages sur 310 votants, il venait en troisième position et était écarté. Moins son programme, c'était sa personnalité qui suscitait de grandes méfiances. Le journaliste royaliste Léonce Florentin commentait ce résultat : « M. Goulette peut constater que l'influence de *l'Est* dans les milieux républicains est beaucoup moins qu'il ne pouvait se l'imaginer ». Emile Nicolas, le candidat choisi par le Comité avait présenté un profil plus à gauche.

Durant la campagne, il dut se heurter à un autre candidat républicain, le négociant retiré Demange-Crémel que Goulette et l'Est s'empressèrent de soutenir. Maurice Barrès qui ne s'était pas représenté en 1893, décida de tenter sa chance ; le jeune Ferri de Ludres^[14] avait poussé Barrès à s'engager avec cet argument : « *l'Est* défendra mollement Nicolas, son cher Goulette étant évincé, 20 avril 1898 ». Barrès franchit le pas sans avoir fait sur son nom l'union de la droite puisque l'antisémite Gervaise posa aussi sa candidature et que les conservateurs restaient plus que sur la réserve. Comme en 1889, *l'Est* ne ménagea pas le candidat Maurice Barrès dont le bilan comme député, il faut le dire, avait été fort médiocre. Ce qu'il appelait la « faiblesse de Barrès », était plus d'ordre moral qu'idéologique : « L'éloignement instinctif des honnêtes gens pour les attitudes équivoques, les manoeuvres louches ». A cet égard, on peut dire que si Barrès ne reculait pas devant ces comportements, pour sa part Goulette y excellait ! Cet argument moral ne pouvait toucher que ceux qui le voulaient bien. Au second tour trois candidats restaient en lice : l'antisémite Gervaise, le républicain nationaliste Maurice Bar-

rès et le républicain Demange-Crémel en faveur duquel Nicolas distancé s'était retiré. Malgré la division de la droite, Gervaize (sur lequel s'étaient portés les suffrages conservateurs) l'emporta de peu sur Barrès (6105 voix contre 5786) et de beaucoup sur le candidat républicain. Goulette avait dénoncé sans ménagement Gervaize et lancé contre Barrès toute une série d'invectives^[14] : il sommait les électeurs de renvoyer «sur les bords de la Seine, ce candidat vaincu, cette épave flétrie du césarisme». Un fois de plus, Goulette avait été écarté par sa famille politique; pour sa part Barrès avait été écarté de peu par les électeurs de Nancy. Ni l'un ni l'autre n'avaient renoncé à la politique. Seul Barrès, après une nouvelle tentative infructueuse, arrivera en 1906 à forcer les portes du Palais-Bourbon grâce aux électeurs parisiens du quartier des Halles !

Entre les deux hommes les relations n'étaient pas rompues. Barrès portait cruellement Goulette dans *Les Déracinés*. Dans *Mes Cahiers*, on trouve deux mentions de Goulette. Le 28 janvier 1900^[15] il l'invitait à une réunion de la Patrie Française qu'il tenait à Dombasle : «Je tiens à vous inviter moi-même à cette réunion, convaincu de bien exprimer l'esprit qui nous anime et qui est de confondre nos nuances particulières dans une oeuvre d'harmonie politique». Nous ignorons la réponse de Léon Goulette qui n'avait aucune raison de se compromettre dans une telle réunion aux côtés de Barrès ! La seconde mention de juillet 1902 est brève et quelque peu mystérieuse.

Hostile à la révision

Comme tous les journalistes républicains et l'immense majorité des Français, Léon Goulette approuva la condamnation du capitaine Dreyfus par le conseil de guerre, sa dégradation et sa relégation du traître à l'île du Diable. A trente kilomètres de la frontière, les convictions patriotiques étaient si fortes qu'un individu soupçonné de livrer des documents militaires à l'Allemagne devait être mis hors d'état de nuire. «Ce n'est pas à la frontière qu'il faut nous donner des leçons de patriotisme». A partir de 1897, la famille Dreyfus qui, dès le début, était convaincue de l'innocence d'Alfred Dreyfus, innocence que le capitaine lui-même avait toujours proclamée, mit en évidence des données qui commandaient une révision du procès. Lesquelles ? En premier lieu, Dreyfus avait été condamné sur la base d'un dossier secret dont ses avocats n'avaient pas obtenu communication.

C'était un premier et grave vice de forme. En second lieu, Dreyfus avait été condamné à partir de documents où figurait son nom dont on avait pu par la suite établir qu'il s'agissait de documents forgés de toutes pièces (par exemple le faux Henri). Pour ces deux raisons, la

justice n'avait pas été rendue et une révision du procès s'imposait. Beaucoup de républicains de gouvernement, et en premier lieu Jules Méline, président du Conseil et Alfred Mézières député de Briey, tous deux actionnaires de l'Est, étaient effrayés par le tintamarre des partisans de la révision ; ils craignaient une mise en cause de l'armée, «l'arche sainte» et s'abritèrent derrière l'autorité de la chose jugée pour refuser la révision. Accepter la révision ne fut pas une chose facile; Raymond Poincaré et Louis Barthou ont mis du temps à être convaincus que la révision était nécessaire et que l'apaisement ne pourrait de faire que si justice était rendue. D'autres comme Charles Ferry, député des Vosges et frère de Jules, restèrent adversaires de la révision. Pour comprendre les difficultés à prendre position, il convient de mettre trois données en évidence :

- L'effroyable complexité de ce qu'était devenue l'Affaire avec ses péripéties, ses rebondissements, les affaires connexes comme le procès Zola consécutif à la publication de *J'accuse*. Pour un historien, il est déjà difficile de démêler l'écheveau ; pour les contemporains, c'était presque impossible tant ils furent submergés par les rumeurs contradictoires.

- La hantise du danger allemand et la présence supposée d'espions à la solde de l'Allemagne. Depuis Bazaine, la trahison était devenue une obsession ; il n'y avait pas de mois où l'on ne parlait d'espion et d'espionnage ; ces rumeurs intoxiquaient toutes les couches de la population car si l'espionnage était une réalité, les espions étaient rarement là où on les voyait. Quant à l'armée, rempart de la patrie, elle devait être incontestée ; on ne pouvait remettre en cause un tribunal militaire qui avait mis un espion hors de nuire. Hors les «dreyfusistes» mettaient en cause non seulement les juges militaires mais les chefs de cette armée. Pouvait-on l'accepter ? Au-delà du sort d'un homme, si précieux soit-il, n'y avait-il pas quelque chose de plus important qui était en jeu, le sort de la collectivité nationale. Peut-être s'était-on trompé ? Dans ce conflit entre le droit de l'individu et la survie de la communauté nationale, on ne pouvait hésiter.

- L'antisémitisme était une donnée sous-jacente, pas toujours exprimée. En Lorraine il faut tenir compte d'un antisémitisme catholique enraciné dans la culture chrétienne depuis des siècles et qui trouvait des résonances jusque dans les milieux populaires. En 1898, à Nancy, à Lunéville, à Bar-le-Duc, on releva plusieurs manifestations antisémites liées aux péripéties de l'affaire Dreyfus et au développement des ligues. Léon Goulette s'est toujours défendu d'être antisémite et l'*Est Républicain* a toujours combattu l'antisémitisme.

Léon Goulette vivait et travaillait dans une ville qui, en raison de sa position géographique, était une ville frontière : Nancy avait été occu-

pée trois ans par les Prussiens ; en 1887, à la suite de l'arrestation du commissaire Schnaebelé, les Nancéiens avaient, pendant quelques jours, craint une nouvelle guerre franco-allemande. Enfin beaucoup d'Alsaciens-Lorrains, très patriotes et attentifs à la situation des provinces perdues, étaient lecteurs de l'Est.

Toutes ces données expliquent pourquoi pendant longtemps Goulette a combattu la révision et ne s'est jamais, comme Poincaré, rallié au camp dreyfusard. Ce refus de Goulette a provoqué des réactions parmi les lecteurs et des remous au conseil d'administration. Emile Gallé s'était insurgé contre les positions de l'Est au point de résilier son abonnement. Il provoqua aussi des tensions au sein de la loge Saint Jean de Jérusalem^[16] qui avait pris position en faveur de la révision. Goulette maintint sa position et fut amené à la quitter. Parmi les républicains, il fut loin d'être le seul à camper sur des positions antirévisionnistes ; on peut encore citer Charles Ferry, le frère de Jules. Au sein du journal la tension était grande entre Goulette et avec une partie des actionnaires acquis à la Défense républicaine telle que Waldeck-Rousseau la définit et la conduisit à partir de juin 1899.

Goulette intervint aussi dans les élections municipales de Nancy en 1900. Le professeur de droit, Gaston Gavet, qui avait été l'un de ses concurrents à l'investiture de 1898, avait fondé un comité libéral-progressiste qui avait fait liste commune avec la droite. De son côté, Goulette avait fondé son propre comité pour soutenir une liste Est Républicain, laquelle avait fusionné pour le second tour avec les autres listes de droite.

Les républicains conduits par le maire sortant Maringer l'avaient emporté de justesse et devaient compter dans le conseil avec une minorité de droite. Cette manœuvre interprétée comme une trahison se traduisit par le départ de Louis Fouquet. Celui-ci qui avait été acquis à la révision du procès Dreyfus, se disait révisionniste et non dreyfusard, qualificatif qu'il n'aimait pas, il quitta *l'Est* en novembre 1900.

Le grand homme de Léon Goulette était Raymond Poincaré ; depuis plusieurs années il se réclamait de lui et mettait toutes ses interventions en perspective. On pourrait multiplier les citations. En voici un exemple parmi d'autres : «le jeune et distingué leader du parti modéré, 3 avril 1898». Au début 1901, Goulette envisageait de regrouper autour de lui les républicains adversaires de Waldeck. Dans ce but, il organisa le 12 mai 1901^[17] chez Walter (l'Alsacien Julien Walter avait racheté le restaurant Baudot en 1893) place Stanislas un grand banquet républicain où il convia les élus du grand Est et devant lesquels Poincaré accepta de faire un important discours. Ce fut un discours comme il les affection-

nait, c'est-à-dire un discours qui était un programme de gouvernement et où il se posait comme successeur de Waldeck dont on attendait la chute rapide. Le discours de Nancy avait une portée nationale; ce fut bien ainsi qu'en rendirent compte les grands journaux parisiens. Toutefois le ministère était plus solide que prévu et conserva la confiance de la chambre et Poincaré aimait mieux faire des discours que de s'engager et de poser en chef de parti. Le discours de Nancy n'eut aucune portée politique; en mars 1902, Poincaré en reprit les thèmes et la substance dans le discours de Rouen où il se posait en successeur de Waldeck au cas où les élections seraient favorables.

Puis Poincaré revint faire campagne dans la Meuse où Ludovic Beauchet avait décidé de se présenter contre lui. Dans cette campagne du printemps 1902, la plus dangereuse de toute sa carrière, Poincaré fut soutenu sans faille par Goulette qui tira à boulets rouges sur Ludovic Beauchet, le futur maire de Nancy.

Goulette lança une édition spéciale et détacha le journaliste Daniel Laumonier (sous le pseudonyme de Quincy) en service électoral auprès de Poincaré. Cette aide a-t-elle permis à Poincaré d'être réélu au premier tour ? C'est impossible à prouver. Les résultats nationaux confirmaient et même augmentaient la majorité de la Défense républicaine qui était déportée vers la gauche, vers les radicaux. Malgré son succès personnel, Poincaré était dans l'incapacité de mettre en oeuvre le discours de Rouen car il n'était pas en phase avec la majorité de la nouvelle chambre.

De son côté, Goulette devait faire face à un nouveau concurrent qui se situait plus à gauche et qui chercha à lui disputer le lectorat républicain. Le 2 janvier 1902, paraissait le premier numéro de *L'Etoile de l'Est* lequel se plaçait dans la ligne du Progrès qui avait cessé de paraître et dont l'immeuble de la rue de la Pépinière avait été vendu. Cette parution fut le fruit de négociations où la préfecture fut mêlée et qui se poursuivirent toute l'année 1901 ; leur but était de donner enfin à Nancy un quotidien favorable à la politique de Défense Républicaine. Il fallut réunir des capitaux, recruter des journalistes.

A Nancy, on remarque le rôle majeur de la famille Grillon du père Léon déjà actionnaire du Progrès et de l'Est et de son jeune fils Jean, d'Emile Gallé qui s'était fâché avec Goulette et dont Goulette s'était moqué dans les colonnes de l'Est et de Charles Keller de la Ligue des Droits de l'homme. Le principal actionnaire fut le banquier et industriel Edmond Goudchaux et sa famille, un messin installé après l'annexion à Paris. Goudchaux qui présidait le conseil d'administration des Forges du Nord et de l'Est, était influent dans les milieux économiques

et politiques. La chance des nouveaux actionnaires fut de pouvoir recruter comme rédacteur en chef du nouveau quotidien Louis Fouquet (1850-1921); ce journaliste expérimenté dirigea le journal pendant une dizaine d'années.

En février 1902 eurent lieu à Nancy des élections municipales complémentaires. Cette fois, Goulette ne présenta pas de liste *Est Républicain* mais sa polémique avec Gaston Gavet facilita le succès de la liste de droite conduite par Ludovic Beauchet, un collègue de Gavet à la faculté de droit. Goulette fut attaqué par ses anciens amis comme l'avocat Larcher l'un des fondateurs de l'Est : « j'avais compté sur le concours de la presse républicaine. Or cet accord n'a pu avoir lieu car l'Est Républicain s'est refusé à cette union... L'Est a joué un rôle néfaste... Je suis heureux que le rédacteur en chef de ce journal soit là pour le lui dire... Oui, je suis athée et anticlérical... L'Est fait le jeu des catholiques et des réactionnaires. Il faut que les républicains se ressaisissent et prennent des mesures énergiques pour mâter un journal qui prétend imposer sa loi ! » Goulette ne fut pas troublé outre mesure par cette diatribe ; il fit front comme il fit front face aux actionnaires mécontents.

Depuis 1900, le préfet pressait l'industriel Charles Fisson, le président du conseil d'administration et maire de Xeulley de ramener Goulette et l'Est dans le sillage de la majorité gouvernementale. Goulette accula Fisson à démissionner de la présidence du conseil d'administration. Il fut remplacé par Achille Giron (le bon papa Giron), un entrepreneur de travaux publics, ancien adjoint au maire de Nancy, plus facile à manœuvrer que Fisson. Plusieurs autres actionnaires quittèrent l'Est, parmi eux René Grosdidier de Commercey, successeur de Poincaré à la chambre, Camille Viox ancien député de Lunéville, le brasseur Albert Tourtel, conseiller général et le gros négociant Alfred Krug (mort en 1933).

Ces départs auraient pu affaiblir Goulette ; il s'en tira plutôt bien ; en 1889 il avait souscrit 4 actions (sur 740) ; en 1905 il en possédait plus de 120, ce qui lui permit de dominer le conseil d'administration et de se faire nommer administrateur-délégué. Le nom de Léon Goulette directeur, s'étalait maintenant en gros caractères sur la manchette.

Goulette avait conservé des liens avec le centre gauche, avec Mézières qui fut toujours son protecteur et Lebrun, l'héritier de Mézières. Dans une lettre du 9 mai 1949, l'ancien président de la République^[18] rappelait qu'il lisait l'Est chez son père, qu'il était abonné depuis 1896 à ce qu'il appelait «son journal de chevet». En 1898, lors de sa première candidature au conseil général dans le canton d'Audun-le-Roman, il avait apporté son appel électoral à Goulette qui lui aurait dit : «il est

bien dans la ligne du journal, nous l'imprimerons». A chaque étape de sa carrière, Albert Lebrun fut accompagné par le soutien bienveillant du journal et il ne fut pas étranger au lancement en 1908 de l'édition de Briey D'ailleurs, Lebrun rappelait : «Je venais rarement à Nancy sans faire un détour rue Saint-Dizier».

Le journal était devenu une affaire prospère, ce qui permit à Goulette d'autofinancer la modernisation de son imprimerie en achetant quatre linotypes et une rotative Winckler; vers 1906-1910, *l'Est* tirait autour de 15 000 exemplaires, ce qui était enviable pour une ville où quatre quotidiens se disputaient les faveurs du lectorat. Parallèlement Goulette modernisait son journal, améliorait sa présentation, lançait de nouvelles rubriques. L'un de ses points forts était l'information économique et financière ; Goulette avait noué des relations amicales avec son voisin le banquier Charles Renault dont les locaux étaient alors au Point Central, proches de ceux de *l'Est*. Grâce à la collaboration régulière de Renault, *l'Est* fut en mesure de publier une revue hebdomadaire des affaires régionales. La rubrique sportive était aussi une innovation et les vivants reportages sur les courses cyclistes et les matchs de football avaient la faveur des lecteurs. Goulette avait toujours une longueur d'avance sur ses concurrents.

Dans la vie nancéienne, Goulette était devenu un personnage ; il soutint la Ligue lorraine pour la décentralisation qui militait pour que l'Exposition universelle prévue pour 1900 ne se tint pas seulement à Paris ; il n'obtint pas gain de cause mais ses efforts ne furent pas totalement vains. Une dizaine d'années plus tard, il contribua efficacement à la tenue de l'Exposition internationale de la France de l'Est qui se tint à Nancy de juin à novembre 1909 et qui fut un extraordinaire succès.

Il fut le fondateur du syndicat d'initiative des Vosges et de Nancy (septembre 1903) et siégea au bureau de la Ligue nationale aérienne de l'Est. Goulette s'intéressait aussi aux affaires ; on le trouve actionnaire de la Compagnie des Thermes de Nancy^[19], le futur Nancy Thermal.

Léon Goulette et Louis Marin : de la connivence au divorce

Sur Nancy, Goulette suivait attentivement les affaires politiques et intervenait chaque fois qu'il le pouvait. En 1905, le décès du «libéral» Jules Brice libéra un siège de député ; une élection législative partielle se déroula en 1905 dans la circonscription de Nancy I (Nancy-nord, Pont-à-Mousson, Nomeny). Le jeune Louis Marin, fils d'un notaire de Faux-en-Forêt et ethnologue et qui vivait alors à Paris, avait été tenté de se présenter en 1902. Cette fois il décida de tenter sa chance sous l'étiquette de «républicain progressiste», c'est-à-dire d'adversaire du bloc

des gauches. Marin bénéficia du soutien précieux de l'Est Républicain^[20] et fut élu député le 8 octobre 1905. On peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé Goulette à soutenir Louis Marin. L'une d'elles a été probablement l'attachement de Marin à la défense de Nancy, encore ville ouverte. Goulette était convaincu de la nécessité de protéger Nancy par une ceinture de forts ; il multiplia les interventions à ce sujet et donna beaucoup d'échos à toutes les déclarations et à toutes les brochures allant dans ce sens.

Louis Marin avait 35 ans ; c'était le début d'une grande carrière nationale qui allait s'étendre sur quarante-six ans. Goulette s'était institué le protecteur et le mentor du jeune député qui fut confirmé au premier tour lors des élections générales de 1906. L'Étoile qui défendait les candidats ministériels^[21], ironisait en ces termes : «Le jeune député réactionnaire couvé dans l'œuf avec tant de sollicitude par *l'Est Républicain*». C'est dans ce contexte que de concert avec Louis Marin, Goulette engagea une campagne de presse pour que l'on engage la fortification de Nancy, restée jusque là ville ouverte.

Marin très reconnaissant rendait de nombreux services à Goulette auquel il céda même son agent électoral Albert Mangeot qui devint un excellent chroniqueur judiciaire. Bientôt la tutelle de Goulette pesa fort sur les épaules de Marin qui chercha à s'émanciper. Goulette s'inquiéta puis s'impatienta : «vous restez plutôt professeur que vous ne devenez orateur politique, 2 septembre 1908. Les désaccords se succédèrent et les malentendus entre les deux hommes s'accumulèrent. En octobre 1909, le pharmacien du Point Central Ernest Ruttinger, conseiller général et adjoint de maire de Nancy Beauchet, mourut subitement à l'âge de 47 ans. Cette élection partielle fut la cause de la rupture définitive : Marin s'engagea en faveur de la candidature du député catholique Ferri de Ludres avec lequel il avait lié connaissance au Palais-Bourbon. De son côté, Goulette soutint la candidature du jeune Louis Michel, agriculteur et maire de Tomblaine qui s'était engagé à l'Alliance démocratique dont Raymond Poincaré était le vice-président.

Ferri de Ludres fut élu au 1^{er} tour ; Goulette attribua ce succès aux «électeurs fraternitaires». Au fil des années Goulette que l'opposition privait des faveurs du pouvoir et qui aimait bien être proche du préfet, était revenu à la lisière de la majorité gouvernementale alors que Marin restait dans l'opposition. Entre les deux hommes, la rupture fut consommée; en marge d'une lettre de Goulette, Marin griffonna : «pas répondu». C'était le 10 janvier 1910.

Cette rupture eut des conséquences sur le destin de l'Est Républicain. Louis Marin et ses amis qui détenaient un gros paquet d'actions de

l'Est, cherchèrent à déloger Goulette ; Marin s'associa à un jeune journaliste Albert Mamelet dont les maladresses firent échouer l'opération. Goulette renvoya Mamelet du journal et provoqua en duel le jeune Désiré Ferry, le secrétaire de Marin et l'un des actionnaires de *l'Est*. A la suite de cette affaire, Marin décida de se défaire de ses 120 actions de l'Est. Le quotidien l'évoqua dans ses colonnes par un cri de victoire : «Louis Marin n'est plus actionnaire de *l'Est Républicain*... M. Marin peut aller chercher ailleurs, chaussure à son pied, s'il en existe... Et voilà *l'Est Républicain* libéré de son passé». En réalité, c'était pour Goulette le commencement de la fin car cette opération entraîna sa chute.

En août 1910, Albert Bergeret, l'industriel de la carte postale accepta d'en faire l'acquisition. Avait-il l'intention de les conserver ou n'était-il qu'un intermédiaire ? Ce point reste incertain. En tout cas, peu de temps après, Bergeret revendit son paquet d'actions à un groupe d'industriels dirigé par Charles Fisson, le cimentier de Xeuilley ; ce dernier avait déjà de 1890 à 1903 présidé le conseil d'administration de l'Est. Il avait probablement conservé des actions ; désormais avec ses amis dont René Grosdidier, l'industriel de Commercy et le minotier Louis Vilgrain, président de la Chambre de commerce, ils détenaient une part importante du capital et décidèrent de se débarrasser de Léon Goulette.

D'après le témoignage d'Albert Lebrun, ce serait René Grosdidier qui, à Paris, aurait conduit la manœuvre ; il aurait réuni les parlementaires amis de l'Est au restaurant Durand, leur aurait expliqué le processus en cours et fait souscrire à chacun d'eux des actions nouvelles. C'était la première fois et sûrement pas la dernière, que le sort du quotidien nancéien, se décidait dans un restaurant ou une brasserie parisienne.

Placé au pied du mur, plutôt que de mener un combat sans espoir, Goulette négocia son départ et obtint une confortable indemnité de 125 000 francs-or. L'agent électoral de Louis Marin commentait à son patron l'événement en ces termes : «Enfin, voilà Goulette parti ; son journal passé au Bloc, et nous, qu'avons-nous ? rien, rien» Jeanvoine à Marin, 30 mars 1911. Quarante ans après, Albert Lebrun se félicitait d'avoir fait le bon choix, c'est-à-dire d'avoir, avec quelques autres, écarté Goulette. Pour sa part Marin avait manqué son but. Jusqu'à la fin de sa longue carrière, l'Est Républicain fut l'un de ses adversaires les plus tenaces et irréductibles.

Pas plus que la sourde hostilité du *Républicain Lorrain* ne fit trébucher Schuman, *l'Est Républicain* ne fut jamais en mesure d'empêcher jusqu'en 1951 les réélections successives de Louis Marin. On touche là les limites de l'influence électorale de la presse écrite, alors à son apogée.

Le 2 avril 1911, le nom de Léon Goulette disparaissait de la manchette de *l'Est*. Le 7 avril, l'*Est* annonçait la nomination de René Mercier comme directeur, lequel signait le 8 avril son premier éditorial. Une nouvelle page de l'histoire de l'*Est* s'ouvrait. Avec ce nouveau directeur, le quotidien réintégrait le camp républicain et le sillage gouvernemental. Deux ans plus tard, il s'installait dans les bâtiments tout neufs de la rue Saint-Jean, ce qui allait lui donner une impulsion décisive. Goulette conservait l'hebdomadaire *La Frontière de l'Est* qu'il avait racheté autour de 1905 et qui était devenu l'édition hebdomadaire de *l'Est Républicain*. La *Frontière* était imprimée au 51 de la rue Saint-Dizier.

Goulette quitta Nancy pour s'établir à Paris où il mourut en 1929. *L'Est Républicain* devenu un grand journal régional annonça la mort de son ancien directeur par une courte notice. Le lendemain, Jean Mory^[22], son ancien collaborateur et devenu directeur administratif du journal, saluait sa mémoire par une belle évocation intitulée : «Un chef des temps disparus».

Goulette polémiste

Goulette avait toujours besoin d'un adversaire ; à la limite il pouvait l'inventer ! Au début du siècle, la polémique entre l'*Est* et l'*Etoile* fut incessante. A la fois ironique, accusateur, dénonciateur, Goulette administrait de temps à autre des volets de bois vert à celui qu'il appelait «l'instrument des vengeances inavouées de la Ligue des Droits de l'Homme et du parti dreyfusiste». De son côté l'*Etoile*^[23] n'était pas en reste : «*L'Est Républicain* d'aujourd'hui n'est plus *l'Est républicain* d'autrefois. Si beaucoup de ses fondateurs l'ont abandonné, ce n'est pas parce qu'il a fait un saut en avant, c'est parce qu'il a fait un saut en arrière. Non, on ne peut le nier.

Nous lui disons : Voilà où vous étiez en 1898, voilà où vous êtes en 1901. Impossible de dire non. *L'Est* a reculé, il recule encore. Entouré maintenant de réactionnaires, il voit partout des collectivistes ; les doctrines républicaines lui paraissent subversives. Par contre, le socialisme de M. Barrès lui paraît bien porté». Quelques années plus tard, l'*Etoile*^[24] campait sur les mêmes positions : «il est bien entendu que *l'Est Républicain*, *Le Journal de la Meurthe* et *l'Eclair de l'Est* sont bonnet blanc et blanc bonnet, chou vert et vert chou, qu'ils sont partis du même point et vont à un même but».

Pour les élections municipales de 1908, Léon Goulette appela à une union républicaine. Le candidat de gauche Henri Aimé lui répondit : «nous refusons nettement le concours de ceux qui, après être passé à l'ennemi, abandonnent leur camp lorsqu'ils prévoient la défaite. Nous

travaillons à la concentration de ceux-là seuls qui sont restés dévoués à la cause républicaine». Une seconde fois, la gauche fut battue et Ludovic Beauchet réélu.

Le préfet Bonnet, un préfet du bloc, jugeait sévèrement Goulette qui restait défendu par Méline, Boucher, Krantz, Mézières et Lebrun. Dans la presse nancéienne, un élément nouveau avait conduit Goulette à se repositionner. Après un départ confus et hésitant, les péripéties de la séparation avaient confirmé le succès relatif du quotidien l'Éclair de l'Est ; la droite catholique avait occupé un espace qui rejetait au centre gauche *l'Est* qui, de son côté, avait marginalisé L'Étoile. La formation du ministère Briand amorça des reclassements qui pouvaient permettre à *l'Est* de retrouver les voies d'une ligne gouvernementale, ce que Goulette aurait aimé faire et que son successeur René Mercier fera.

Goulette avait toujours été anticlérical même s'il avait combattu les excès du combisme ; pour les catholiques, *l'Est* fut longtemps «le mauvais journal». A partir de 1905, les journalistes de l'hebdomadaire *La Croix* devinrent sa cible favorite. De leur côté ceux-ci ne ménageaient le Point Central (pseudonyme de Goulette) et parfois il fallut aller en justice. A la tête de *La Croix* était arrivé un prêtre combatif l'abbé Boulanger. En octobre-novembre 1909, Goulette publia une série d'articles où il dénonçait «Messieurs les vicaires, journalistes de Nancy», «le prêtre, marchand de journaux» et se moquait des «abbés gymnastes».

Comme Boulanger répondait au Point Central, Goulette émoustillé par les «abbés politiciens», par la «confession d'un abbé politicien» porta l'affaire en justice. Goulette obtint du tribunal une insertion. *La Croix* ayant refusé d'insérer, elle fut condamnée à 50 francs d'amende et à 100 francs de dommages-intérêts. Il n'était pas tendre à l'égard de Mgr Turinaz sur le compte duquel il ironisait volontiers.

En dépit de son incurable besoin de polémique, Goulette entretenait avec des collègues des rapports convenables. Il fut invité au centenaire du quotidien conservateur *Le Journal de la Meurthe et des Vosges* et lors du banquet qui se tint au restaurant Walter, il prononça un toast aimable, se félicitant «des relations des plus honorables et des plus courtoises» avec son concurrent.

Le président de l'Association de la Presse de l'Est

Goulette joua une rôle utile dans la reconnaissance et l'organisation de la profession de journaliste^[25], comme président pendant plus d'un quart de siècle de l'Association de la Presse de l'Est. La réunion fondatrice se tint à Paris en janvier 1902, salle de l'Agriculture. Elle couvrait alors neuf départements. Edgard-Alexandre Auguin^[26], directeur de la

Revue Industrielle de l'Est en fut élu président. A la mort d'Auguin, en 1901, Léon Goulette fut appelé à la présidence de l'Association dont il avait été l'un des membres fondateurs ; il garda cette présidence jusqu'à sa mort.

Chaque année, l'association tenait congrès sous la présidence de Goulette. Son but était double : s'adresser à l'opinion et créer un lien professionnel entre ses membres; elle créa une caisse de retraite alimentée par des cotisations et les versements des journaux. En septembre 1909, elle se réunit au pavillon de la presse de l'exposition internationale de la France de l'Est. Goulette fut réélu président par 14 voix sur 18 votants (2 à Fouquet et 2 à Thiolère non candidats). Le mois suivant le bureau fut reçu par le président du conseil Aristide Briand pour lui parler «du statut de la presse». En juin 1912, elle tint son assemblée annuelle à Paris : elle couvrait onze départements, regroupait quatre-vingts journaux et comptait alors cent trente journalistes adhérents parmi lesquels un certain Raymond Poincaré. Son secrétaire général était Edouard Thiolère^[27] directeur de La Revue Industrielle de l'Est.

A cette occasion, le bureau de l'association fut reçu par Joseph Laurent le nouveau maire républicain de gauche. En juin 1913, le congrès se tint à Reims sous la présidence de Goulette. Après 1918, l'association accueillit les journaux des départements recouvrés. Grâce à cette présidence Léon Goulette fut fait en 1921 chevalier de la légion d'honneur. De temps en temps, il venait encore à Nancy mais il est difficile de saisir ses passages. En juillet 1923, il était excusé à une réunion de l'Association de la presse de l'Est et fut remplacé par le secrétaire général Léonce Florentin.

Conclusion

Léon Goulette a dirigé *l'Est Républicain* pendant vingt-deux ans. Le «publiciste» des débuts est devenu patron de presse. Le quotidien politique fragile s'est enraciné, a trouvé un lectorat et a évolué vers le journal d'information. Par rapport à la grande presse populaire de Paris comme *Le Petit Journal* qui tirait en moyenne à 1 million d'exemplaires ou aux grands quotidiens de province, c'était encore un petit journal ; c'était une affaire saine que Goulette avait laissée à ses successeurs.

Peut-on essayer de caractériser Léon Goulette journaliste ? Ce fut d'abord un excellent professionnel, attentif à la technique, attentif aux attentes de ses lecteurs, capable de saisir les nouveautés.

Avant tout Léon Goulette a été un journaliste politique rivé au commentaire de l'actualité à la plume souvent acérée, prompt à donner des coups et à en rendre^[28]. Une belle caricature parue dans La Vie Lorraine

Illustrée en donne une expression significative. Dans la notice, on dit que «le polémiste était à la fois mordant et bon enfant, habile à trouver l'expression qui «enlève le morceau». Goulette était aussi attentif à la forme et à l'expression. Jean Mory qui travaillait avec lui, rappelle qu'«il remettait son ouvrage vingt fois sur le métier». Sur le fond, il n'a pas toujours été très clairvoyant ; les polémiques, les idées reçues et les partis-pris foisonnent dans ses articles ; d'ailleurs Goulette n'a jamais prétendu à l'objectivité. Colette Hirtz qui ne l'aime guère, met en doute son républicanisme et son orientation à gauche ; son attachement au progrès lui paraît d'autant plus une façade que son aveuglement dans l'affaire Dreyfus ne plaide pas en ce sens. Son patriotisme cocardier, son attachement à l'armée : «nos saints-cyriens», «nos polytechniciens», «nos escadrilles aériennes», son attachement à l'Alsace-Lorraine à tel point que jusqu'en 1910, *l'Est* fut interdit en Alsace-Lorraine, paraissent relever d'un autre âge ; deux taches supplémentaires viennent encore ternir son image : sa défense des possédants et son conservatisme social. Goulette n'était pas un saint ; il était opportuniste et manœuvrier ; il maniait à merveille ce que l'on a appelé plus tard la langue de bois ; il aimait l'argent et aspirait à être reconnu socialement. Si on juge Léon Goulette avec les critères et la sensibilité des enseignantes mendéssistes des années 1960, comme Colette Hirtz, on va droit à une condamnation sans appel. Comme Jack Lang plus tard, il se serait vite lassé des soirées bol de riz pour le tiers-monde ! Quant il a regagné Paris, vingt deux ans après son retour à Nancy, il était trop âgé et il était trop tard pour engager la grande carrière dont il avait rêvé !

Il a été au service de la bourgeoisie républicaine de Nancy qu'il a cherchée à diriger politiquement. Son échec relatif vient moins de ses erreurs et de ses manœuvres tortueuses que du climat politique général. Au lieu d'accompagner des hommes comme Raymond Poincaré vers l'Alliance Républicaine et démocratique, il voulut devenir le chef de file des républicains-progressistes que leur obstination à refuser la révision avait rejetés dans l'opposition au bloc. Avec Louis Marin, il crut trouver un porte-parole fidèle, ce qui fut une grave erreur. Cette situation était inconfortable pour Goulette et Louis Marin comme c'est naturel, chercha à s'émanciper. Goulette ne fut pas en mesure de trouver une issue, conforme à ses intérêts comme à sa sensibilité politique. Ce fut le sens profond de son départ de 1911 et il s'en expliqua dans le dernier éditorial^[29] qu'il signa dans *l'Est*.

Au lendemain de sa disparition, *Le Pays Lorrain* fit cette oraison funèbre que je partage largement : «C'était un excellent journaliste et un homme d'action».

Léon Goulette a été un journaliste de qualité; il avait une plume alerte et incisive; ses articles retenaient l'attention ; journaliste du quotidien, il s'est souvent trompé et ses orientations politiques ont souvent été contestées ; mais il avait du cran, du panache, du tempérament. Goulette a aussi présidé de longues années l'Association de la presse de l'Est qu'il avait contribué à fonder. Dans ce cadre, il a mis en place une caisse de retraite pour les journalistes âgés ou malades. Enfin Léon Goulette a été un excellent patron de presse, prompt à adopter les nouveautés techniques, attentif aux attentes de son lectorat, soucieux de recruter de bons collaborateurs. Il laisse à son successeur un titre connu et une affaire saine.



Discussion

A l'issue de cette communication, le Président Vicq rappelle que le genre du portrait revêt toujours un intérêt particulier qui permet de faire revivre un personnage et donne de la résonance à son tempérament en le replaçant dans son contexte historique. Est décrit ici un homme au visage de passion, patriote enthousiaste, pétri de convictions, soucieux de mettre dans ses idées et ses bouffées d'arrogance quelque chose de cinglant, qui le conduiront à des excès même si les observateurs les plus avisés le présentent comme un professionnel sérieux, un journaliste pointu, désireux de livrer une information rapide, il avait déjà un sens aigu de l'évolution de la société et du poids commercial d'un organe de presse important. Mais, le personnage ne serait rien sans le contexte historique. Notre actualité faite de réalités cruelles et inconfortables, nous paraît être exceptionnelle mais, que dire quand on lit, sous la plume de Léon Goulette des formules sévères comme «la France trop hospitalière aux étrangers, les voleurs casqués de la Lorraine», auquel répond Barrès sur un ton de même nature, traitant Goulette d'ivrogne embêtant, d'espion d'alcôve, doté d'une rare stupidité, et de face d'ahuri. Ce qui vaudrait aujourd'hui bien entendu indignation, manifestation, poursuite judiciaire, était déjà au cœur d'un temps que vos propos nous ont permis de redécouvrir, ainsi va la vie que l'on croit toujours, pour soi-même, unique.

Puis, le Président donne la parole à nos confrères.

Monsieur Larcan, revenant sur le problème Louis Marin, rappelle que ce sont les interventions pressantes de ce dernier, à partir de 1912, qui ont conduit l'Etat Major à mettre en place autour de Nancy des

fortifications de campagne auxquelles il ne croyait pas. Puis, Monsieur Larcen rappelle et cite, à propos du duel entre Maurice Barrès et Léon Goulette, quelques épithètes cinglantes.

Monsieur Roth nous explique ensuite que cette situation ne devait pas durer. En effet, autour de 1900, il semble qu'il y ait eu un rapprochement entre Goulette et Barrès, ce dernier souhaitant se présenter aux élections. En fait, Barrès y renoncera pour se présenter à Paris. Entre Barrès et Goulette, il y avait des points de convergence. Ils étaient tous deux «antiministériels» et, sur ce point précis, il ont pu se mettre d'accord.

En ce qui concerne les candidats à la députation à Nancy, Monsieur Delivré demande quel est le rôle de Barrès ?

Monsieur Roth confirme l'appui apporté par Barrès à la candidature d'Emile Driant. Mais, Driant avait d'autres appuis.

Monsieur Bonnefont, voulant exprimer sa curiosité, nous fait remarquer que, dans l'histoire de Goulette, il n'y a pas de femme. Goulette a-t-il eu une vie sentimentale ?

Monsieur Roth complète notre information : en effet, Goulette s'est marié tard, en 1906, mais n'a pas eu de descendance. Il habitait rue Saint-Dizier, au-dessus du journal.

Monsieur Sadoul se demande quelle était la place de l'Etoile de l'Est par rapport à l'Est Républicain.

Pour Monsieur Roth, il y a alors concurrence, mais Goulette remportera la partie contre l'Etoile de l'Est, car l'Est Républicain était mieux fait, plus attractif, plus en phase avec son lectorat constitué des classes moyennes de Nancy et de sa région. Lorsque Fouquet, de l'Etoile de l'Est, s'en va, il est mal remplacé et son successeur ne peut pas rétablir la situation, même après le départ de Goulette.

Dans le contexte de l'époque, il faut aussi tenir compte de l'influence de Camille Cavalier de Pont-à-Mousson.

Monsieur Laprévote évoque la présence et l'état de la tombe de Léon Goulette, au cimetière du sud, qui a fait l'objet d'une reprise de succession. Il s'interroge aussi sur le devenir de la canne-épée de Goulette.

La réponse est apportée par Monsieur Tognoli, ancien de l'Est Républicain, qui précise que la canne épée de Léon Goulette est toujours bien conservée, entre les mains de la fille de Gabriel Bichet, sans espoir, pour l'instant, de la voir revenir dans le giron du patrimoine de l'Est Républicain.

Monsieur Le Tacon fait état des pressions administratives que subit Fisson, Président du Conseil d'Administration de l'Est Républicain afin qu'il revienne dans les eaux gouvernementales, mais en vain. Fisson devra démissionner. Ce qui permet à Monsieur Roth de revenir sur ce que fut la politique municipale nancéienne entre 1872 et 1904, et même jusqu'en 1914.

Monsieur Tognoli, à propos des démêlés politiques entre le Conseil d'Administration de l'Est Républicain et Léon Goulette, nous informe qu'à l'Est Républicain, il y a depuis longtemps une loi non écrite selon laquelle le «Pdg» ne prend pas parti au plan politique. Cette loi a été rompue lorsque Léon Chadé a soutenu la campagne de Jean-Jacques Servan Schreiber à Nancy. Le Conseil d'Administration a désapprouvé la position de Monsieur Chadé, ce qui ne l'a pas empêché de continuer !

Monsieur Châtellier pose la question de la place de l'Allemagne et des provinces annexées dans les colonnes de l'Est Républicain.

Monsieur Roth précise que la place de ces provinces dans l'Est Républicain est quasi permanente. Il y a une rubrique les concernant dans tous les numéros. Apparaissent toujours un certain nombre de constantes :

- La Lorraine et l'Alsace reviendront tôt ou tard à la France,
- L'Allemagne est un danger pour Nancy car elle n'est pas protégée en cas de guerre.
- Goulette n'est pas un revanchard, la paix est un bien véritable.
- L'agression viendra de l'Allemagne. Il faudra s'y préparer.
- L'Est Républicain est interdit en Alsace-Lorraine jusqu'en 1910.



Notes

Nous remercions tous ceux qui nous ont aidés à rassembler la documentation très dispersée qui a été nécessaire à la rédaction de cet article et plus spécialement M. Gino Tognolli, un passionné de l'histoire du journal à la confection duquel il a si longtemps travaillé.

[1] Colette Hirtz, L'Est Républicain, 1889-1914. Naissance et développement d'un grand quotidien régional, Grenoble, PUG, 1973. Vers 1890, l'édition du matin était tirée à 500 exemplaires, celle du soir vers 17 heures à 700. Criqui, Etienne, Laprévotte, Louis-Philippe, Roth François, Le quotidien dévoilé. L'Est Républicain, 1889-1989, Nancy, Editions de l'Est, 1989.

- [2] Jean-Nicolas Goulette (1810-1893), ancien négociant s'était retiré au 107, rue Saint-Nicolas où il mourut à l'âge de 83 ans le 20 janvier 1893. Son épouse Jeanne-Marie mourut seulement le 14 janvier 1907 à l'âge de 89 ans. Ils eurent deux filles qui eurent trois petits-enfants, Marguerite et Mathilde Ferry et Frédéric Urzal.
- [3] Le Courrier de Meurthe-et-Moselle, 26 septembre 1888.
- [4] Léon Goulette, *Avant, Pendant et Après. L'affaire Schnaebelé*, Paris, Bayle, 1887. Il s'agit d'un recueil de documents dont le dernier est du 17 mai 1887 ; le livre était sous presse avant la formation du ministère Rouvier qui avait écarté le général Boulanger du ministère de la Guerre. Goulette pressentait le remplacement de Boulanger et déjà le commentait.
- [5] Léon Goulette, «L'Entrevue» de Saint-Ail-Amanvillers, 17 juin 1893, Nancy, Sidot, 1893.
- [6] Emmanuel Mourey, *Le Progrès de l'Est*, quotidien républicain, 1870-1885, maîtrise Nancy 2, 1993.
- [7] B. N. manuscrits, papiers Barrès, lettres de Léon Goulette à Maurice Barrès.
- [8] Gabriel Richard, *Les élections législatives de 1889 en Meurthe-et-Moselle in Pays Lorrain*, 1962, p.45-64.
- [9] *Récit du duel par François Broche*, Maurice Barrès, Paris, 1987, p.187.
- [10] *Est Républicain*, 5 juin 1929.
- [11] A.N. 81AP 1, papiers Rambaud. Alfred Rambaud (1842, Besançon, 1905, Paris), normalien, docteur-ès-lettres, professeur d'histoire à la faculté des lettres de Nancy de 1876 à 1881, suppléant à la Sorbonne en 1881 professeur titulaire en 1883, sénateur du Doubs en 1895, ministre de l'Instruction publique en 1898 .
- [12] *Le Progrès de l'Est*, 5-8 août 1893.
- [13] *Le Journal de la Meurthe et des Vosges*, 10 mars, 27 mars, 18 avril 1898 et *l'Est Républicain* des 1^{er}, 11 et 18 mai 1898. Ces articles sont non signés.
- [14] B. N., papiers Barrès, lettre de Ferri de Ludres à Maurice Barrès.
- [15] Cette lettre est reproduite dans la biographie de François Broche, op.cit., p.320.
- [16] Sur les rapports de Léon Goulette avec la maçonnerie, on trouve des éléments dans le livre de Jean-Claude Couturier, Charles Bernardin. *Figure emblématique du Grand Orient de France*, Paris, Messene, 2001, 170 p.
- [17] François Roth, Raymond Poincaré, p.121-123.

- [18] Lettre de Lebrun à Albert Nérot, *Est Républicain*, 9 mai 1949.
- [19] Société au capital de 2 500 000 francs in *Revue des valeurs régionales*, 16 septembre 1909.
- [20] Jean-François Eck, Louis Marin et la Lorraine. Le pouvoir local d'un parlementaire sous la III^e République, Paris, IEP, 1980. Eck, Jean-François, Louis Marin et l'Est Républicain, 1905-1911 in *Annales de l'Est*, 1982/3, p.258-277. A. N. papiers Marin, 317AP 248 et 260.
- [21] Vincent Tisot, *L'Etoile de l'Est*, mémoire Nancy 2, 1999 et *Etoile*, 1^{er} mars 1906.
- [22] En 1906, quatre linotypes Robin et Pagel et une rotative Winckler qui pouvait tirer à 10 000 exemplaires/heures.
- [23] *Etoile*, 8 juin 1901.
- [24] *Etoile*, 10 décembre 1906.
- [25] *Est Républicain*, 4 et 5 juin 1929. Christian Delporte, *Les journalistes en France, 1880-1950. Naissance d'une profession*, Paris, 1999. Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, Paris, 1997. *La Presse régionale. Des affiches aux grands quotidiens*, Paris, Fayard, 2002.
- [26] Edgard Auguin (1844-1901), ingénieur des mines, rédacteur en chef du *Vosgien* (Epinal), puis du *Journal de la Meurthe-et-Moselle* (1871-1889), secrétaire général de la Société Industrielle de l'Est et rédacteur en chef de *La Revue Industrielle de l'Est*.
- [28] Edouard Thiolère, décédé à Dijon le 29 février 1916.
- [28] *La Vie Lorraine illustrée*, 21 février au 2 mars 1901. Un article plutôt sympathique sur Goulette.
- [29] *L'Est Républicain*, 30 mars 1911, dernier article de Goulette : «Comment et pourquoi le parti progressiste perd à Paris ses membres les plus notables et à Nancy, l'Est Républicain».